Académie nationale
des sciences du développement

(ANSD), Campus de Université de Kinshasa

(2003)

**“XI^e congrès forestier mondial
Québec, 21 au 28 septembre 2003”**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

L'Académie nationale des sciences du développement (ANSD)

**“XIIe congrès forestier mondial. Québec,
21 au 28 septembre 2003”.**

Un article publié dans le **Bulletin de l'ANSD, vol. 4, décembre 2003**, pp. 77 à 82.

La direction de l'Académie nationale des sciences du développement nous a gracieusement autorisé à diffuser tous les articles du Bulletin de l'ANSD. C'est Monsieur Michel Maldague, directeur de la collection “Les sciences du développement” et président-fondateur de l'Académie, qui nous a transmis cette autorisation le 10 janvier 2005.

Courriel : michel_maldague@uqac.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 26 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

L'Académie nationale des sciences du développement
de la RD du Congo

“XIIe congrès forestier mondial.
Québec, 21 au 28 septembre 2003”.

Un article publié dans le **Bulletin de l'ANSD**, vol. 4, décembre 2003, pp. 77 à 82.

**“XIIe congrès forestier mondial.
Québec, 21 au 28 septembre 2003”.**

[Retour à la table des matières](#)

Le XII^e Congrès forestier mondial qui a eu lieu du 21 au 28 septembre 2003, à Québec, Canada, a attiré 4.061 participants venant de plus de 140 pays. Les participants constituent un échantillon représentatif de la société qui s'intéresse aux forêts; il comprend des personnes appartenant aux collectivités rurales, des propriétaires de forêts privées, des travailleurs forestiers, des représentants des peuples autochtones, des jeunes, des membres de l'industrie, des ONG environnementales et autres, des personnes venant du milieu scientifique et universitaire, de divers paliers de gouvernement et d'organisations internationales.

On y a abordé une vaste gamme de questions dans le contexte du thème du Congrès *La forêt source de vie*, sous les trois domaines du programme *Des forêts pour les gens*, *Des forêts pour la planète*, et *Des gens et des forêts en harmonie*. Cet énoncé final représente les points de vue du Congrès, identifie les secteurs les plus préoccupants et il est destiné à encourager la prise de décisions et l'action par les personnes engagées dans les différents aspects de la foresterie et des forêts de même que dans d'autres secteurs connexes.

ÉNONCÉ FINAL

La forêt, source de vie

Les forêts sont une source de vie, autant pour la planète que pour ses habitants.

Tous les peuples dépendent de la forêt et doivent assumer une responsabilité en matière de biodiversité, de régulation climatique, d'air pur, de conservation du sol et des eaux, de sécurité alimentaire, de produits ligneux et non ligneux, de services énergétiques, de produits médicinaux et de valeurs culturelles.

Le Congrès est persuadé qu'il est possible de concilier les besoins de la planète avec ceux de ses habitants et que les forêts possèdent d'énormes ressources pouvant apporter une contribution vitale à la sécurité de l'environnement, à la réduction de la pauvreté, à la justice sociale, à l'amélioration du bien-être humain ainsi qu'à l'équité pour les générations actuelles et futures.

Le Congrès est impressionné par les importants progrès réalisés grâce à l'élaboration de principes et de pratiques, de concepts et d'outils dans le cadre de traités régionaux et mondiaux et de programmes nationaux, grâce à divers partenariats entre les gouvernements, les organismes internationaux, les sociétés d'affaires et les organismes non gouvernementaux dans le cadre de diverses activités locales, notamment celles qui font appel aux collectivités en copropriété qui assument la prise de décisions et la gestion, augmentant ainsi leurs chances d'améliorer leurs moyens de subsistance.

En revanche, le Congrès s'inquiète grandement de la perte du couvert forestier et de sa dégradation permanente qui se poursuit à un rythme alarmant et résulte, en grande partie, d'activités étrangères au domaine forestier. Si les forêts continuent d'être menacées ainsi, tous les humains en souffriront. Les gens qui vivent dans les pays à faible couvert forestier, les peuples autochtones et les habitants des collectivités locales sont particulièrement vulnérables. Il faut tenter de combler l'écart grandissant entre les tendances actuelles et les ressources qu'offrent nos forêts afin de contribuer au programme d'actions sociétal, étant donné la demande croissante en matière de produits et de services de la forêt.

En conciliant les besoins des gens et ceux de la planète, relativement aux forêts, le monde peut progresser sur le chemin du développement durable. Toutefois, cette harmonisation ne pourra pas se faire uniquement par la communauté forestière. On devra établir des liens avec les autres secteurs de la société ainsi qu'avec une gamme d'intervenants.

Le Congrès lance un appel à tous, afin d'obtenir un engagement sérieux et sans délai, en vue de relever ce défi à long terme.

Nous envisageons l'avenir avec:

LA JUSTICE SOCIALE où la pauvreté est atténuée, où la subsistance est assurée, où l'on dispose de nourriture et de bois de chauffage, où les droits fonciers et la propriété sont reconnus, où l'accès aux ressources est assuré, où l'on met l'accent sur les droits et les avantages des travailleurs forestiers, où l'égalité entre les sexes est réalisée, où l'on poursuit l'équité entre les générations, où l'accès à l'éducation, à la formation et aux services de santé sont garantis, où l'on respecte le savoir traditionnel et où prévaut la paix.

LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES où l'entière valeur des services et des produits forestiers écologiques et renouvelables est reconnue. Cela conduit à une répartition des avantages, alors même que l'aménagement forestier durable est rentable, qu'on a établi des mécanismes de compensation et que l'industrie des produits forestiers fonctionne d'une manière compétitive.

LES FORÊTS SAINES qui procurent toute la gamme des produits et services tout en préservant les terres, en entretenant la biodiversité, en régulant le climat, en piégeant le carbone. Lorsque le morcellement des forêts décroît, le déboisement diminue, la détérioration cesse et le couvert forestier augmente.

L'UTILISATION RESPONSABLE où les ressources forestières sont utilisées et traitées efficacement et où la consommation est durable.

Et où :

LA COUVERNANCE est participative, transparente et justiciable ; la gestion et la prise de décisions sont décentralisées ; les gens sont investis du pouvoir et les partenariats fleurissent.

LES ENTENTES INTERGOUVERNEMENTALES sur les forêts se traduisent en action.

LA RECHERCHE, L'ÉDUCATION et LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS favorisent une meilleure compréhension des avantages que présente la forêt, sa dynamique, ainsi que l'étude des relations complexes entre les divers écosystèmes et le bien-être de l'homme, tout comme l'analyse de l'impact de l'activité humaine et de l'aménagement sur les forêts.

Les participants au congrès sont résolus à faire avancer leur cause plus rapidement en éliminant les obstacles actuels qui nous empêchent d'atteindre la vision à long terme décrite ci-dessus. Il en va de notre intérêt à tous. Nous reconnaissons que les forêts font partie d'un paysage plus vaste, qu'elles sont liées de manière fondamentale à d'autres secteurs et qu'on ne peut les traiter comme des enclaves, dans une biosphère naturelle interdépendante.

Pour que cette vision puisse se concrétiser, les participants au congrès ont signalé la nécessité des préalables suivants:

- un engagement politique soutenu et un financement approprié ;
- un secteur forestier fort et responsable ;
- des liens avec les autres intervenants et secteurs ;
- une coopération internationale soutenue et plus efficace ;
- des politiques fondées sur les meilleures connaissances et techniques disponibles ;
- des compétences pertinentes pour relever les défis que posent les objectifs multiples et complexes ;
- la reconnaissance d'un capital considérable en culture, en connaissances et en pratiques reconnues qui proviennent des peuples autochtones et des collectivités locales ;
- l'aménagement local et régional des forêts et des arbres, en tenant compte des établissements humains, des systèmes agroforestiers, des ressources non ligneuses et des autres systèmes de ressources naturelles.

Les participants au Congrès s'engagent et demandent avec insistance au monde entier de poursuivre activement les préalables ci-dessus et de faire accélérer le progrès par le biais des stratégies et actions suivantes:

POLITIQUE, CADRES DE TRAVAIL INSTITUTIONNELS ET DE COUVERNANCE

- Formuler et appliquer les dispositions législatives qui traitent de l'aménagement durable des forêts.
- Reconnaître et respecter les droits des propriétaires, des peuples autochtones, des utilisateurs et des travailleurs, ainsi que protéger les valeurs culturelles.
- Établir des ententes de gouvernance efficaces afin de s'assurer de la participation efficace, d'un partage équitable des avantages et de contribuer à différents modèles qui

confèrent des régimes fonciers et un accès aux ressources, dans le respect du contexte local.

- Élaborer des politiques forestières et mettre en œuvre des programmes afin de réduire le déboisement et la dégradation des forêts en cohérence et en synergie avec les politiques des secteurs connexes.
- Encourager les mesures incitatives positives et abolir les mesures incitatives néfastes.

PARTENARIATS

- Faire appel à l'énergie et au talent des jeunes pour diverses activités d'aménagement forestier durable.
- Encourager les partenariats coopératifs auxquels participent les femmes, les propriétaires forestiers, les peuples autochtones, les organisations non gouvernementales, les collectivités locales, l'industrie et les agences publiques.
- Encourager les partenariats régionaux et internationaux actifs, y compris les partenariats entre les institutions privées et publiques.

RECHERCHE, ÉDUCATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

- Mettre en œuvre des programmes de formation complets et des programmes d'appoint conçus de manière à favoriser l'innovation généralisée et à renforcer les attitudes et comportements positifs à l'égard de la forêt.
- Revoir les programmes de formation afin d'aborder les dimensions inter-disciplinaires de même que les aspects régionaux et mondiaux.
- Prendre conscience de la synergie possible entre les savoirs scientifiques et traditionnels.
- Augmenter les investissements en recherche, en diffusion de l'information et en processus d'apprentissage qui soutiennent toutes ces stratégies.

GESTION

- Élaborer et diffuser des méthodologies permettant d'évaluer, de présenter et de gérer la gamme complète des produits forestiers.
- Favoriser les activités visant la valeur ajoutée aux services et aux biens forestiers.
- Améliorer l'aménagement des bassins versants, intensifier les activités de remise en valeur et de restauration du paysage forestier afin de soutenir la subsistance, d'augmenter le couvert forestier, de mettre en valeur la diversité et la fonctionnalité biologiques et de réduire au minimum l'impact des essences étrangères.
- Favoriser les forêts de plantation et la plantation d'arbres hors des réseaux forestiers, y compris dans les zones urbaines, contribuant ainsi au développement durable.
- Empêcher, gérer et combattre les incendies de forêt et restaurer les terres forestières dans une mesure qui corresponde au contexte.

SURVEILLANCE

- Encourager la reconnaissance réciproque des processus de critères et indicateurs et de systèmes de certification, y compris les dimensions économique, environnementale, culturelle et sociale de l'aménagement forestier durable.
- Élaborer des outils permettant une meilleure surveillance, évaluation et communication de rapports sur l'état des forêts et sur les progrès réalisés en rapport avec l'équilibre existant entre les besoins des gens et ceux de la planète.

Les participants à ce congrès décident de poursuivre la vision et les stratégies énumérées ci-dessus avec un engagement et une vigueur renouvelés afin de s'assurer que les forêts contribuent grandement à la réalisation des objectifs de développement de l'ONU pour le millénaire et pour d'autres objectifs à consensus international.

Le Congrès invite tous les gouvernements, agences connexes, organismes professionnels, sociétés privées, coopératives, collectivités et personnes à poursuivre en urgence et en engagement total, la vision et les stratégies de cet énoncé. Le Congrès demande également à tous de promouvoir ces stratégies au sein des organismes et des milieux professionnels dans d'autres secteurs, afin de consolider les ressources et les efforts visant la réalisation de ces objectifs.

Le Congrès demande à la FAO de présenter une évaluation des progrès réalisés vers l'atteinte des stratégies soulignées dans cet énoncé, lors du XIII^e Congrès forestier mondial et, d'ici-là, de promouvoir l'énoncé dans d'autres forums.

Le Congrès exprime son appréciation sincère et sa reconnaissance envers Ressources naturelles Canada et le Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec, qui, ensemble, ont constitué l'institution hôte, ainsi qu'à la FAO et à toutes les personnes et organismes qui ont permis la réalisation de ce Congrès.

Les participants au Congrès invitent le Canada à faire valoir cet énoncé auprès des organismes pertinents afin de réaliser les engagements nécessaires à tous les égards dans la poursuite de cette vision.

28 septembre 2003.